



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

## Politique énergétique

Question au Gouvernement n° 4713

### Texte de la question

#### POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE

**M. le président.** La parole est à M. Emmanuel Maquet.

**M. Emmanuel Maquet.** L'impensable est arrivé : faute d'avoir investi suffisamment dans son parc nucléaire depuis dix ans, la France subit une forte tension de son réseau électrique.

**M. Jean-Paul Lecoq.** On a fermé des centrales, y compris la centrale thermique du Havre !

**M. Emmanuel Maquet.** RTE, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité, a rehaussé son niveau de vigilance au maximum, et a averti que des « coupures ciblées de consommateurs » étaient possibles. Oui, l'impensable est arrivé : notre approvisionnement énergétique dépend désormais de la météo.

En octobre, nous avons pourtant alerté la ministre de la transition écologique, Barbara Pompili, d'un risque de coupure générale, de *black-out*. Elle n'a pas voulu nous entendre, au nom du dogme idéologique du 50 % d'énergies renouvelables d'ici à 2035. Aujourd'hui, en pleine urgence, c'est à vous que je m'adresse, monsieur le Premier ministre : il est temps que le chef du Gouvernement exprime sa position sur le nucléaire, et que cesse la politique du « en même temps » qui détruit progressivement notre souveraineté énergétique. Vous fermez la centrale de Fessenheim, et « en même temps », vous annoncez des EPR – réacteur pressurisé européen – de dernière génération. Vous développez l'éolien, prétendument pour réduire les émissions de CO2, mais « en même temps », vous êtes obligés de rouvrir les centrales à charbon, ô combien polluantes, pour compenser la production intermittente de cette énergie. Vous profitez du prix du kilowatt généré par le nucléaire, et « en même temps », vous rackettez EDF de 8 milliards d'euros, pour des raisons électorales, par votre blocage de prix.

**M. Erwan Balanant.** Quel blocage de prix ?

**M. Emmanuel Maquet.** Vous ne faites que repousser la hausse après les échéances du printemps, et vous privez ainsi EDF des moyens de son développement.

Quelle est donc cette logique désastreuse ? Monsieur le Premier ministre, quelle politique énergétique souhaitez-vous mener pour garantir la compétitivité et la souveraineté de la France, pour garantir aux Français une électricité abondante à un tarif raisonnable, en évitant les *black-out* et, enfin, pour garantir le développement stratégique du fleuron national qu'est EDF, sans le priver de ses moyens ? (Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)

**M. le président.** La parole est à Mme la ministre de la transition écologique.

**Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.** Le sujet est trop sérieux pour être traité aussi légèrement, monsieur le député. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

**M. Pierre Cordier.** Qui êtes-vous pour dire cela ?

**Mme Barbara Pompili, ministre .** Concernant le nucléaire, nous avons investi près de 13 milliards d'euros dans l'EPR de Flamanville : convenez que ce n'est pas rien. Par ailleurs, 470 millions d'euros sont prévus dans le plan de relance pour développer des compétences, approfondir les sujets de la sûreté et des déchets, ainsi que pour travailler sur de nouveaux réacteurs,...

**M. Jean-Paul Lecoq.** Ça ne démarrera jamais !

**Mme Barbara Pompili, ministre .** ...car ce serait une erreur stratégique de continuer à mettre tous nos œufs dans le même panier. Dans le cadre du plan France 2030, le Président de la République a annoncé 1 milliard d'euros d'investissements dans la recherche et développement en faveur du nucléaire. Cessez donc de dire que nous n'investissons pas dans ce domaine.

Mon problème, en tant que ministre de l'énergie, monsieur le député, c'est que 70 % de notre parc électrique est nucléaire et qu'il n'a jamais aussi peu produit.

**Mme Émilie Bonivard.** Et qu'avez-vous fait depuis que vous êtes là ?

**M. Jean-Paul Lecoq.** Vous jouez avec le feu ! Il ne fallait pas fermer les centrales thermiques, qui étaient notre sauvegarde. Vous avez une conception dogmatique de l'énergie. Les écolos sont dans le dogme, en permanence.

**Mme Barbara Pompili, ministre .** Aujourd'hui, 13 gigawatts sur 61 sont immobilisés. Il est absolument impossible de travailler dans ces conditions, et c'est pourquoi j'ai demandé à EDF de procéder à un audit, pour comprendre pourquoi nous avons aujourd'hui aussi peu de centrales nucléaires et de réacteurs ouverts alors que nous en avons besoin.

Quant au racket d'EDF, arrêtons d'exagérer ! EDF connaîtra en réalité un manque à gagner, car il comptait vendre beaucoup plus cher son électricité et pourra moins le faire. D'ailleurs, les marchés ne s'y sont pas trompés : ce n'est pas à cela qu'ils réagissent, mais à la disponibilité du parc nucléaire.

Si nous voulons avoir de l'électricité – et nous avons besoin de plus d'électricité pour décarboner notre économie –, nous n'avons pas le temps de construire, dans les dix ans qui viennent, des centrales nucléaires. Nous menons donc une politique de relance pour le plus long terme mais, pour le plus court terme, aidez-moi, monsieur le député : nous devons faire des économies d'énergie et développer massivement les énergies renouvelables. Je compte sur votre soutien pour éviter tous les *black-out* à l'avenir. Il n'y en aura pas cette année, je vous le confirme. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et Dem.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Emmanuel Maquet](#)

**Circonscription :** Somme (3<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 4713

**Rubrique :** Énergie et carburants

**Ministère interrogé :** Transition écologique

**Ministère attributaire :** Transition écologique

**Date(s) clé(s)**

**Question publiée au JO le :** [19 janvier 2022](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [19 janvier 2022](#)